

Laurent Berger : "L'hystérie au lieu du dialogue"

INTERVIEW - Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, critique la manière dont la loi Travail a été présentée, puis débattue.

ET AUSSI

- Loi Travail : la guerre des deux gauches
- Laurent Berger : "Si l'extrême droite avait empêché la parution des journaux, nous serions un million dans la rue"
- L'Euro, la contestation sociale et la fête "déjà gâchée"

MOTS-CLÉS ASSOCIÉS

- Laurent Berger
- CFDT
- Loi Travail

LE JOURNAL EN LIGNE



Téléchargez le JDD
Abonnez-vous



Paru dans leJDD

Laurent Berger au siège de la CFDT à Paris. (Julien de Fontenay pour le JDD)

Le mouvement contre la loi travail a démarré il y a quatre-vingt-huit jours. Pourquoi ce conflit n'est-il toujours pas terminé selon vous ?

Il y a deux causes principales. Le premier projet du gouvernement était inacceptable, il a été vécu comme punitif. Ce ressenti très négatif a perduré alors que le texte a largement évolué en faveur des salariés, grâce à notre action. L'autre raison, ce sont les postures. Nous assistons à un jeu de rôle où chacun prétend montrer ses muscles. Il y a, d'un côté un gouvernement en difficulté et, de l'autre, **une organisation syndicale qui a voulu refaire son unité**. Voilà peut-être l'explication.

Est-ce la faute aux acteurs ou bien à la méthode?

Les deux. Regardez où cela aboutit. Le projet de loi préconise le dialogue mais il hystérise la société. Pierre Gattaz y est autant opposé que la CGT. La méthode fut très mauvaise, elle n'a pas permis de donner le sens du projet. Maintenant nous sommes dans le temps du débat parlementaire, il est bien tard pour le faire.

Comment en sortir?

C'est difficile à dire. Je constate que les blocages viennent de salariés et d'agents qui ne sont pas concernés par le projet de loi. Il ne faut pas non plus accepter la dérive des mouvements d'extrême gauche, qui saccagent des locaux de la CFDT ou insultent des salariés. Il faut faire attention, poser les limites, on ne peut pas tout tolérer. Si un mouvement d'extrême droite avait empêché la parution des journaux, nous aurions été un million dans la rue à défilier contre le fascisme.

«Il ne faut pas non plus accepter la dérive des mouvements d'extrême gauche, qui saccagent des locaux de la CFDT ou insultent des salariés»

Que dit ce conflit de nous, les Français, que révèle-t-il de la France?

Il y a un mal-être dans le pays, une profonde difficulté économique et sociale. Nous vivons des mutations que

personne n'a expliquées. Que l'on s'arc-boute ou que l'on critique le Code du travail, il faut le faire évoluer pour qu'il reste protecteur face aux changements des emplois et du travail. Ce n'est pas en brutalisant la société ou en espérant le retour des Trente Glorieuses qu'on offre un avenir meilleur. Or personne ne parle de progrès social aujourd'hui, de progrès humain. Les responsables politiques n'évoquent que des boîtes à outils. Nous crevons d'une incapacité à expliquer que la performance sociale et la performance économique vont de pair. Il y a la nécessité d'un sursaut. Il est parfois à l'œuvre, çà et là, mais on ne le voit pas.

Plusieurs candidats à la primaire de droite proposent d'aller beaucoup plus loin que la loi El Khomri. Vous le redoutez?

Il y a une tentation autoritaire et une tentation de dérégulation qui se rejoignent. Ce serait une profonde erreur d'y céder. La période est mauvaise pour l'image du syndicalisme et pour le dialogue social. Des organisations syndicales pensent que le statu quo serait satisfaisant, des organisations patronales croient qu'il faut être dur pour gagner. Au bout du compte, cela favorise une vision politique autoritaire et verticale. Or l'affrontement stérile est toujours plus bénéfique aux patrons qu'aux salariés. Au contraire, dans ce projet de loi, on contraint les patrons à négocier.

L'image de la France est-elle en jeu?

Quand j'explique à mes homologues étrangers que ce texte pose comme base le Code du travail, avec la possibilité de négocier des accords d'entreprise à condition qu'ils soient signés par des syndicats majoritaires, ils trouvent que ce pays s'emporte pour pas grand-chose. Nous avons des visions différentes, c'est la liberté et la démocratie, mais est-ce que cela vaut vraiment qu'on en arrive à telles tensions? Méfions-nous du pessimisme et des caricatures, nous devons nous attaquer aux vrais problèmes et construire une société plus juste.

Nicolas Prissette - Le Journal du Dimanche

Suivre @NicolasPri7

dimanche 12 juin 2016